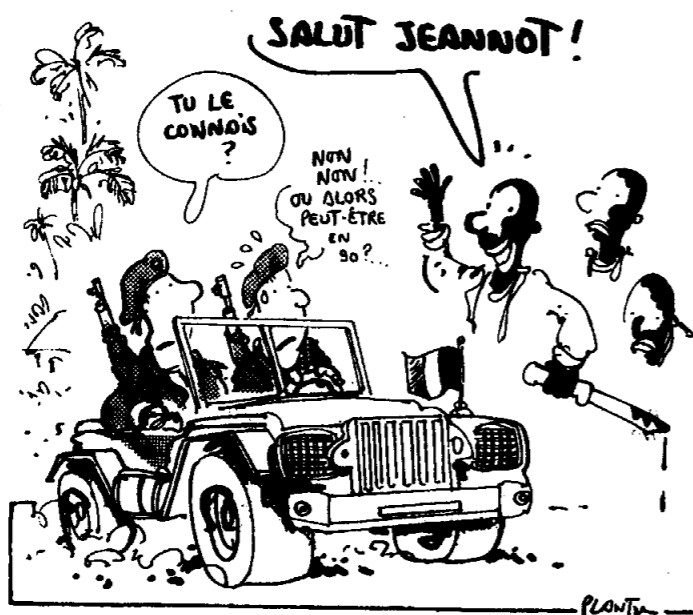


Alors que M. Léotard va inspecter le dispositif « Turquoise »

Le Front patriotique rwandais assouplit sa position envers Paris

Le ministre de la défense, François Léotard, devait quitter Paris, mardi 28 juin, dans la soirée, pour se rendre à la frontière entre le Rwanda et le Zaïre, où sont basées les troupes françaises engagées dans l'opération « Turquoise ». Initialement très hostile à cette intervention, le Front patriotique rwandais (FPR) a assoupli sa position et ne parle plus d'« agression ». Le président du mouvement rebelle tutsi, Alexis Kanyarengwe, nous a dit avoir été rassuré par les propos des émissaires de Paris qu'il a rencontrés à la fin de la semaine dernière.



Kigali sous la pression

KIGALI

de notre envoyé spécial

« Nous n'avons jamais apprécié, et encore moins soutenu l'intervention française, nous a déclaré, dimanche 26 juin, le président du FPR, Alexis Kanyarengwe, dans son sanctuaire de Mulindi, à une dizaine de kilomètres de la frontière ougandaise. Quand Paris a pris sa décision, nous considérons ce geste comme une agression. Mais la communauté internationale, par la voix du Conseil de sécurité de l'ONU, a couvert la France. Si celle-ci s'en tient à son mandat humanitaire, ce sera une très bonne chose. Nous ne sommes pas a priori opposés à

une opération humanitaire. Simplement, nous aurions préféré que celle-ci soit conduite par les soldats d'un autre pays ».

Les menaces d'affrontements entre les maquisards du FPR et les troupes françaises ne sont plus de mise, selon M. Kanyarengwe, contrairement à ce que laissait entendre son représentant en Europe, Jacques Bihozagara, jeudi, au lendemain de ses entretiens avec Alain Juppé. Le président du FPR s'est dit rassuré par les propos des diplomates français venus à Mulindi en fin de semaine dernière lui exposer les intentions de Paris. « J'ai seulement tenu à leur faire remarquer que tout le territoire rwandais

constituait une zone opérationnelle », a-t-il souligné.

Le ton moins virulent du FPR n'efface pas, tant s'en faut, les vieux griefs. « La France a soutenu l'ancien régime par la présence physique de ses troupes, le financement et la formation des militaires rwandais, des milices, et par des actions diplomatiques à l'étranger », a rappelé M. Kanyarengwe qui ne voit pas d'« implication directe » de Paris dans l'attentat qui a coûté la vie au président Juvénal Habyarimana le 6 avril.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Lire la suite et nos informations page 3

Kigali sous la pression

Suite de la première page

Au plan militaire, M. Kanyarengwe est satisfait. « Le FPR occupe maintenant plus de la moitié du territoire rwandais. Nous tenons les préfectures de Byumba, Kigali et en partie celle de Ruhengeri, Gitarama, Gicumbi et quelques zones dans la préfecture de Butare, affirme-t-il, Kigali est sous la pression et devrait tomber bientôt. Ce n'est plus qu'une question de jours. »

Le président du FPR affirme vouloir aboutir à un accord de cessez-le-feu « avec les militaires gouvernementaux » dès que les massacres auront pris fin. Il exige que les responsables du génocide comparaissent devant la justice avant de discuter d'éventuels aménagements de l'accord d'Arusha. Car cet accord, signé en août 1993 par les partis politiques rwandais, « devra servir de base à la mise en place de futures institutions provisoires », estime M. Kanyarengwe.

A Kigali, où des tirs sporadiques continuent d'être échangés entre les forces gouvernementales, retranchées dans leurs casernes, et les rebelles du FPR, la situation n'a guère évolué au cours des derniers jours à Kigali. Un obus est tombé lundi matin 27 juin sur l'église de la Sainte-Famille, où des centaines de personnes sont toujours réfugiées, faisant au moins cinq morts.

Depuis l'arrivée des soldats français sur la frontière zaïroise, à l'ouest du pays, et leur incursion en territoire rwandais, les soldats gouvernementaux semblent avoir retrouvé un moral de combattants. Ils grignotent par endroits un peu

du terrain perdu, au cours des dernières semaines. La population du centre-ville les aide à supporter le siège du FPR en les alimentant en eau et en vivres. Les tirs d'artillerie, de roquettes, de mortiers et de canons quadritubes à tir rapide fournissent leurs contingents de blessés à l'hôpital du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), en zone gouvernementale, et à l'hôpital King Fayçal, en zone FPR.

L'établissement du CICR - qui accueille plusieurs dizaines de blessés chaque jour - est submergé, et la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) assure, chaque fois qu'elle le peut, le transfert des cas les plus graves vers l'hôpital King Fayçal. En revanche, l'évacuation des réfugiés vers Runda, à quelques kilomètres à l'ouest de Kigali, prévue depuis plusieurs jours, n'a pas eu lieu. Selon le porte-parole militaire de la MINUAR, Jean-Guy Plante, cette région, qui fait l'objet d'assauts du FPR, « n'est désormais plus sûre ».

Les négociations entre les militaires des deux camps pour tenter de parvenir à un cessez-le-feu sont interrompues depuis le 17 juin et rien n'indique qu'elles puissent reprendre rapidement. De son côté, le commandant de la MINUAR, le général Roméo Dallaire, devait quitter Kigali mardi pour Nairobi, afin de rencontrer des responsables de l'ONU, puis se rendre jeudi à Goma, siège de l'opération « Turquoise », au Zaïre, afin de s'entretenir avec le général Raymond Germanos, sous-chef d'état-major des

armées françaises, chargé des opérations.

Lundi matin, quelque 6 000 personnes, principalement des femmes et des enfants, ont « manifesté » entre Rwamagana et Kayonza, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Kigali, pour protester contre l'intervention française. « Mitterrand, hou! hou! », criaient les jeunes en sautillant. Quelques slogans calligraphiés sur des planches de contreplaqué - « A bas l'impérialisme! », « Dehors les troupes françaises! » - donnaient un air anachronique au défilé. D'autres pancartes plus explicites s'arrêtaient à dessein devant la demi-douzaine de journalistes convoyés par le FPR pour qu'ils prennent le temps de noter : « Nous demandons avec insistance que soit créée une institution judiciaire pour les auteurs du génocide. » La manifestation était parfaitement organisée. Le FPR avait rameuté les réfugiés regroupés dans les camps alentour. « On est tous venus, seuls les militaires sont restés », a expliqué l'un d'entre eux.

- « Vous êtes tutsi? »

- Non, je suis hutu.

- Vous êtes venus manifester spontanément?

- Non, on a été amenés par les soldats du FPR qui nous ont sauvés des machettes des miliciens du MRND et du CDR [partis hutus non favorables au dialogue]. Une manifestation plutôt bon enfant. Celle de la semaine dernière vilipendait plus fermement le président français. Une confirmation peut-être de l'assouplissement de la position du FPR.

FRÉDÉRIC FRITSCHER